

JEUDI 9 AVRIL 2015

Journée interprofessionnelle de grève

**Il faut stopper les coups de rabots gouvernementaux
envers notre protection sociale**

La protection sociale constitue le pacte social républicain français élaboré sur la base des valeurs de solidarité, de justice sociale et de respect de la dignité humaine.

Elle a été conçue pour nous sécuriser au moyen de prestations ou allocations afin de couvrir les risques qui nous affectent.

Cet ensemble de prestations s'appuie sur la redistribution (on cotise selon ses moyens et on reçoit selon ses besoins).

La cotisation sociale est une création de richesse qui ne va pas dans la poche des actionnaires mais est directement utilisée pour faire face aux aléas de la vie !

Nos besoins sociaux augmentent et les droits élémentaires ne sont plus accessibles aux citoyens :

- ⇒ 25,7 % de la population renonce au soin au moins une fois dans l'année (source IRDES - 2014)
- ⇒ 5,6 millions de chômeurs
 - Dont près de 60% sans d'indemnités chômage,
 - Dont 43% de longue durée (ayant pour les 2/3 plus de 55 ans)
- ⇒ 8,5 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté (993 euros à 60% du niveau de vie médian - Insee)
- ⇒ 3,5 millions de personnes sont non ou mal logées dont 600 000 enfants (Fondation Abbé Pierre – 2014)
- ⇒ Les enfants et les adolescents représentent un tiers de la population pauvre, et un peu plus de la moitié de personnes pauvres a moins de 30 ans (Observatoire des inégalités)
- ⇒ Les retraités quant à eux voient leur pension gelée depuis 30 mois, et sont rackettés de 0,3% pour financer une future Loi sur l'autonomie toujours pas à l'ordre du jour parlementaire.

**Nous subissons la politique gouvernementale qui finance le patronat
au détriment d'une politique garante de l'État social.**

Le pacte de responsabilité: c'est 41 milliards d'euros d'aide aux entreprises financés notamment par 50 milliards d'économies sur les dépenses d'assurances maladie (**10 milliards**), de protection sociale (**11 milliards**), de l'État (**18 milliards**), et des collectivités territoriales (**11 milliards**).

L'évasion fiscale c'est : 60 à 80 milliards chaque année en France (2000 milliards en Europe)-(Rapport parlementaire)

La fraude aux cotisations sociales c'est : 20 à 25 milliards chaque année en France (Cour des Comptes)

L'aide publique aux entreprises en France c'est : 110 milliards selon le conseil national de l'industrie

Les bénéficiaires des entreprises du CAC 40 en 2013 : 47,7 milliards - En 2014 : 62,4 milliards soit + 30 % !

Tout ces milliards ont largement de quoi combler ce pseudo déficit de la Sécurité Sociale.

Tout ces cadeaux au patronat sans création d'emplois.

Notre Protection Sociale a besoin d'une autre politique. L'État doit garantir l'accès de tous aux prestations en matière de Santé, Maladie, Retraite, Logement, Assurance Chômage

SALAIRES EMPLOI PROTECTION SOCIALE

Tous en grève et en manifestation

le jeudi 9 avril 2015 !